

# Bulletin du FMI

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

## Malgré de nouveaux risques, la reprise mondiale monte en régime

11 avril 2011



La hausse des prix de l'alimentation et des matières premières constitue une menace pour les ménages pauvres, et accentue les tensions sociales et économiques (photo: Akhtar Soomro/Reuters)

- Une croissance mondiale d'environ 4½ % est prévue pour 2011 et 2012
- Le niveau élevé du chômage et des cours des matières premières posent de gros problèmes sociaux
- Il faut d'urgence avancer dans les réformes budgétaires et financières
- Il convient de rééquilibrer la demande mondiale et de s'attaquer aux déséquilibres

La reprise de l'économie mondiale monte en régime : une croissance mondiale d'environ 4½ % est prévue pour 2011 et 2012, mais le chômage reste élevé et les risques de surchauffe augmentent dans les pays émergents, note le FMI dans ses dernières prévisions.

Les cours élevés des matières premières posent de nouveaux problèmes, tandis que d'anciens travaux — réformes budgétaires et financières, et rééquilibrage de la demande mondiale — restent en chantier.

Étant donné l'amélioration observée sur les marchés financiers, le dynamisme de l'activité dans de nombreux pays émergents et en développement, ainsi que le regain de confiance dans les pays avancés, les perspectives économiques pour 2011-12 sont bonnes, note le FMI dans son édition d'avril 2011 des *Perspectives de l'économie mondiale*. Cependant, les perturbations des approvisionnements pétroliers représentent de nouveaux risques pour la reprise.

### Une situation financière fragile

Le PIB devrait progresser d'environ 2½ % et 6½ % dans les pays avancés et les pays émergents et en développement, respectivement (voir tableau ci-dessous).

Selon le rapport du FMI, publié le 11 avril, la situation financière continue de s'améliorer après la crise mondiale, bien qu'elle reste exceptionnellement fragile.

Dans beaucoup de pays émergents, la demande est robuste et la surchauffe constitue une préoccupation croissante. Les pays en développement, en particulier en Afrique subsaharienne, enregistrent de nouveau aussi une croissance rapide et durable. Mais de nouveaux risques sont apparus, selon le FMI :

- La hausse des **prix des denrées alimentaires et des matières premières** constitue une menace pour les ménages pauvres, et accentue les tensions sociales et économiques, notamment au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.
- Les **cours du pétrole** sont montés en flèche en raison des troubles au Moyen-Orient. Les perturbations jusqu'ici n'auraient que des effets modérés sur l'activité économique, selon le rapport, mais, étant donné la baisse des capacités de production pétrolière inemployées, il existe un risque de dégradation.
- **Le tremblement de terre au Japon** a fait un nombre épouvantable de victimes, mais ses retombées macroéconomiques devraient être limitées, note le FMI.

### **Bon nombre d'anciens problèmes ne sont pas encore réglés**

De nombreux problèmes restent sans solution, alors que de nouvelles difficultés apparaissent, observe le FMI. Dans les pays avancés, les **faiblesses des bilans souverains** et le marasme persistant des marchés immobiliers continuent de susciter des craintes importantes, surtout dans certains pays de la zone euro.

Pour consolider la reprise dans les pays avancés, il faudra maintenir des taux d'intérêt bas aussi longtemps que la pression des salaires reste modérée, que les anticipations inflationnistes sont bien ancrées et que le crédit bancaire est anémique. Par ailleurs, il faut placer les dépenses publiques sur une trajectoire viable à moyen terme à l'aide de programmes de rééquilibrage budgétaire et de réformes des droits à prestations, en s'appuyant sur des règles et des institutions plus solides.

Selon le rapport, ce besoin est particulièrement urgent aux **États-Unis**, afin d'éviter de déstabiliser les marchés obligataires à l'échelle mondiale. « Pour réduire notablement le déficit prévu à moyen terme, il sera essentiel de prendre des mesures de plus grande envergure, telles que des réformes de la sécurité sociale et de la fiscalité. »

Au **Japon**, la priorité immédiate sur le plan budgétaire est de financer la reconstruction. Lorsque la reconstruction sera en cours et que l'ampleur des dégâts sera mieux évaluée, il conviendra de lier les dépenses de reconstruction à une stratégie budgétaire précise qui permettra de réduire le ratio d'endettement public à moyen terme.

Dans la **zone euro**, en dépit de progrès considérables, les marchés restent appréhensifs quant aux perspectives des pays mis sous pression. À leurs yeux, au niveau de la zone euro, il faut pouvoir compter sur un financement suffisant, flexible et à faible coût pour appuyer un ajustement budgétaire vigoureux, une restructuration bancaire et des réformes qui stimulent la compétitivité et la croissance. De manière plus générale, il faut rétablir la confiance dans les banques de la zone euro en procédant à des tests de résistance ambitieux et en appliquant des programmes de restructuration et de recapitalisation.

### **Risques de surchauffe**

De nombreux pays émergents et quelques pays en développement doivent faire en sorte que ce qui s'apparente aujourd'hui à une forte expansion ne dégénère pas en surchauffe au cours

de l'année à venir. Les tensions inflationnistes s'accroîtront probablement, la croissance de la production se heurtant à l'insuffisance des capacités : étant donné les fortes hausses des prix de l'alimentation et de l'énergie, les travailleurs demanderont des salaires plus élevés.

Les taux d'intérêt réels demeurent faibles et les politiques budgétaires sont encore bien plus accommodantes qu'avant la crise. L'action à mener diffère d'un pays à l'autre, en fonction des situations conjoncturelles et extérieures. Cependant, un durcissement de la politique macroéconomique est nécessaire dans bon nombre de pays émergents. De nombreux pays émergents et en développement devront venir en aide aux ménages démunis qui éprouvent des difficultés face aux prix élevés de l'alimentation, note le FMI.

Il est essentiel d'accélérer le rééquilibrage de la demande mondiale pour consolider la reprise à moyen terme. À cet effet, beaucoup de pays devront agir : les principaux pays qui dégagent un déficit extérieur devront opérer un ajustement budgétaire et les principaux pays en situation d'excédent devront assouplir leur taux de change et exécuter des réformes structurelles qui éliminent les distorsions favorables à l'épargne.